

Créer une Agence de la nature et de la biodiversité

Message clé : « Il faut créer une Agence de la nature et de la biodiversité dotée de moyens financiers pour contribuer et mettre en œuvre les politiques publiques en faveur de la biodiversité. La société aura alors un outil dédié, cohérent et reconnu pour agir aux différentes échelles territoriales pour enrayer l'érosion massive de la biodiversité terrestre comme marine »

Pourquoi créer une Agence spécifique ?

L'érosion de la biodiversité, **enjeu écologique et économique majeur**, nécessite d'être mieux pris en compte sur l'ensemble des territoires terrestres et marins sous juridiction et dans l'ensemble des politiques et stratégies des acteurs publics et privés. Les 5 principaux moteurs de la perte accélérée de la biodiversité sont :

- la **destruction et la dégradation qualitative des habitats** par la fragmentation, le changement d'usage des terres, l'artificialisation, la simplification, des pratiques agricoles productivistes, les activités extractives (à terre comme en mer), certaines pratiques de pêches etc... ;
- la **surexploitation des ressources naturelles** renouvelables (ressources halieutiques, en eau, sols, forêts) ;
- les **pollutions** (nitrates, pesticides, thermiques, résidus de médicaments, plastiques, PCB...) ;
- le **changement climatique** qui agit sur l'ensemble des équilibres ;
- les **espèces exotiques envahissantes** (EEE).

Pour atteindre l'objectif de « *pas de perte de biodiversité d'ici 2020* », notre modèle de développement doit donc agir sur ces cinq pressions. Le changement climatique ou la lutte contre certaines pollutions font déjà l'objet de multiples politiques publiques. L'Agence de la Nature et de la Biodiversité n'a pas pour vocation à se substituer aux diverses politiques sectorielles existantes, mais à en être complémentaire.

Les outils existants qui prennent spécifiquement en compte la biodiversité agissent essentiellement sur les territoires « remarquables ». Sur terre et dans les milieux aquatiques, ce sont plus de trente établissements publics et structures parapubliques qui ont des compétences en matière de biodiversité, de protection, d'acquisition ou de gestion de milieux naturels, voire de police de la nature. L'action se concentre sur des territoires clairement identifiés et sur des projets ciblés, qui ne sont pas forcément stratégiquement, techniquement et territorialement, articulés entre eux.

Les politiques publiques françaises ont aujourd'hui **besoin d'un outil efficace en matière de biodiversité**, afin d'être en capacité d'organiser et de maîtriser les déclinaisons techniques et territoriales des politiques, stratégies et actions pour la conservation et la restauration de la biodiversité, tout en **apportant des réponses aux acteurs confrontés à des enjeux de biodiversité**.

Les missions de l'Agence de nature et de la biodiversité

L'Agence de la nature et de la biodiversité aurait pour mission de mettre en œuvre, animer et coordonner les politiques publiques de biodiversité, afin d'en améliorer l'efficacité et la cohérence aux différentes échelles territoriales.

L'Agence de la nature et de la biodiversité doit être l'outil qui permet de répondre aux engagements internationaux de la France pour réduire la perte de biodiversité en France d'ici à 2020 et mettre en œuvre avec plus d'efficacité et de cohérence ses politiques de conservation et de restauration de la biodiversité. 2

Cette agence assurera particulièrement :

- le suivi et la mise en place de la stratégie nationale de la biodiversité dans les politiques publiques ;
- l'appui technique aux collectivités locales pour la **mise en place de stratégies et de programmes d'actions territoriaux pour la biodiversité** (régionaux, intercommunaux...) reposant sur un **diagnostic de la biodiversité et des continuités écologiques**.
- la coordination de la création et de la gestion des **réseaux d'espaces protégés** ¹ (sans en assurer directement la gestion), ou labellisés ²;

¹ **Aires protégées réglementairement** : Arrêté de protection de biotope, Cantonnement de pêche, Forêt de protection, Parc national, Parc naturel marin, Réserve biologique domaniale, Réserve biologique forestière, Réserve de chasse et de faune sauvage, Réserve de pêche, Réserve naturelle de Corse, Réserve naturelle nationale, Réserve naturelle régionale, Site classé, Site inscrit.

² **Aires labellisées** : Site Natura 2000, Opération grand site, Parc naturel régional, site Ramsar.

- la définition et l'accompagnement de la mise en place de la **trame verte et bleue** à terre et d'une trame bleue marine en mer;
- la coordination des politiques publiques visant à lutter contre la **destruction et la dégradation qualitative des habitats** par la fragmentation, le changement d'usage et l'artificialisation des terres.
- la coordination de politiques visant à lutter contre la **surexploitation des ressources naturelles renouvelables** ;
- la coordination des politiques visant à lutter contre les **espèces exotiques envahissantes**.
- les orientations des moyens en matière de protection des espaces, des milieux et des habitats, de lutte contre le trafic d'espèces et l'allocation des moyens appropriés à leur mise en œuvre.
- aura la qualité de réclamer le préjudice écologique né des dommages causés aux éléments de la nature.
- **l'appui financier et technique aux actions** des collectivités et des acteurs privés en faveur de la biodiversité.
- la **sensibilisation et l'éducation** massive aux enjeux de la biodiversité.

Il est nécessaire d'avoir une articulation au sein de l'Agence de la nature et de la biodiversité à différentes échelles territoriales. C'est pourquoi il faut créer des directions régionales (ou interrégionales) de l'Agence de la nature et de la biodiversité, en métropole et en Outre-mer, pour privilégier le lien local notamment avec les collectivités territoriales. La gouvernance de l'Agence sera conçue sur un modèle de gouvernance à 5, adaptée aussi bien aux réalités des milieux terrestres, aquatiques et marins avec un objectif de résultat à atteindre d'ici à 2020 : plus de perte massive de biodiversité.

Le financement de l'agence de la nature et de la biodiversité

La création de l'Agence de la nature et de la biodiversité est indissociable de la mise en place de son financement pérenne. Ce financement pourrait provenir :

- Soit de la fiscalité

➤ Un financement par le budget de l'Etat. De nouvelles taxes pourraient abonder le budget de l'Etat et notamment :

- la création d'une taxe additionnelle à la TFB (Taxe sur le foncier bâti) de 0,5%.
- l'augmentation de la redevance domaniale due par les sociétés concessionnaires d'autoroutes et la création d'une redevance de passage pour tous les bateaux d'un certain tonnage.
- l'instauration de droits d'usage pour la mer, la haute mer et les fonds marins.

➤ Des prélèvements au titre de la nouvelle Taxe d'Aménagement (TA) au profit des régions pourraient servir à abonder les financements des directions régionales / à cofinancer des actions menées avec les directions régionales de l'agence de la nature et de la biodiversité.

- soit d'éco-contributions :

➤ Créer une éco-contribution biodiversité assise sur la consommation de l'espace et la vente de produits altérant la biodiversité.